

E 2300 Paris 51

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,  
au Président de la Confédération et Chef du Département politique, E. Ruffy*

*RP*

Paris, 16 décembre 1898

Le discours de l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir Edm. Monson, qui a fait l'objet de mon rapport du 8 de ce mois<sup>1</sup>, a été suivi le lendemain d'un nouveau discours de M. Chamberlain conçu dans le même esprit. Monson avait demandé la

---

1. *Non reproduit.*



fin de la politique des coups d'épingle, Chamberlain demandait qu'à Paris on ne s'amuse plus à marcher sur la queue du lion britannique, c'était la même idée, bien que le Ministre anglais des Colonies eût évité les expressions brutales employées par Monson de «provocations sans raison» «ministère éphémère» et autres circonlocutions anti-diplomatiques. Depuis huit jours l'émotion s'est calmée dans une certaine mesure.

M. Nisard, directeur politique au Ministère des Affaires étrangères, attribue cette détente à divers facteurs. D'abord, on a eu le bon goût en France de ne pas contester la puissance, ni même la très grande supériorité de la marine britannique. Il semble que chez les Anglais le spectacle de leur invincible armada ait produit un sentiment de sécurité qui tend à les rendre moins agressifs, du moment où leur force navale n'est pas contestée. Un autre facteur est le fait que nulle part, il ne s'est produit une rixe dans laquelle un Anglais ait été maltraité; chaque matin, M. Nisard s'attendait à recevoir du Ministère de l'Intérieur des rapports sur une bagarre au cours de laquelle des Anglais auraient été malmenés ou assommés dans un port quelconque où les matelots ivres ne manquent pas; sur aucun point du territoire il n'est survenu d'incidents de ce genre. Evidemment si il faut se battre, on fera son devoir en France, mais jusqu'ici il n'y a eu aucune rodomontade du côté français, en sorte qu'on peut espérer un apaisement lent et que M. Cambon, le nouvel Ambassadeur à Londres, saura utiliser avec l'habileté, la confiance en lui-même et l'autorité dont il a fait preuve dans ses entretiens à Paris, avant de se rendre à son poste.

Je n'ai pas vu Monson dans les derniers jours, mais j'ai eu cet après-midi la visite de l'attaché commercial anglais, M. Austin Lee, qui croit, lui aussi, à une détente, non seulement parce que le discours de Monson a fait comprendre jusque dans les couches profondes en France que l'Angleterre était très près de cesser la discussion pour passer aux actes, mais aussi parce qu'en Angleterre même il y a derrière les Ministres le pouvoir discret, mais plus grand qu'on ne le sait généralement, de la Reine; or celle-ci ne veut pas la guerre. Elle l'a manifesté en annonçant dès maintenant, comme une sorte de réponse aux discours Monson-Chamberlain, son intention de venir faire à Cannes un séjour prolongé au printemps de 1899.

Je crois qu'il y a un troisième facteur qui agit pour la paix, c'est la Russie; je ne puis pas le prouver, car Ouroussof ne crie pas sur les toits les conseils qu'il donne à M. Delcassé mais c'est mon impression très nette et j'en trouve la confirmation dans le fait qu'un agent russe, jadis attaché à l'Ambassade de Russie à Vienne d'où il s'était fait chasser pour dettes par M. de Giers et qui a réussi à se faire employer de nouveau par Mouravieff, fait à Londres des discours pour engager les Anglais à s'intéresser financièrement à la mise en valeur de la Sibérie, affirmant que son Gouvernement pourra s'entendre avec l'Angleterre au sujet de la politique asiatique, en Chine etc... La Russie veut la paix, parce qu'elle désire faire de grands travaux en Sibérie.

Il ne faudrait cependant pas du tout passer de la crainte d'une guerre imminente à une sécurité complète. La cause du discours de Monson a été qu'en dehors du fait de l'évacuation de Fachoda, M. Delcassé ne lui disait rien sur les questions qui divisent les deux pays. Il semble que l'Angleterre entend faire sortir la France de l'attitude purement passive et l'amener à déclarer, sous une

forme quelconque, qu'elle lui laisse la main libre en Egypte. Monson s'en est ouvert à un autre Ambassadeur qui me l'a répété et vous vous rappelez qu'il m'avait dit aussi: «Delcassé ne me parle que de la Crète ou autres questions sur lesquelles nous sommes parfaitement d'accord.» Ce qui m'inquiète, ce n'est pas l'excès de volonté du Gouvernement français, c'est plutôt son absence de volonté et d'autorité. Il ne veut certainement pas déclarer la guerre à l'Angleterre et dans le public français on en a une peur bleue; seulement, je crains qu'il n'ait pas non plus l'énergie d'aborder carrément la discussion avec l'Angleterre en envoyant promener les Coloniaux qui veulent brouiller les deux pays, l'énergie de faire la part du feu et de défendre l'arrangement qui pourrait être conclu. L'anémie gouvernementale qu'on remarque à l'intérieur vis-à-vis des généraux ou des antisémites algériens ou de la Ligue des patriotes ou des journaux qui invitent l'armée à «passer le Rubicon» ou des assemblées dans lesquelles les «Dreyfusards» fraternisent dans des propositions dangereuses avec les éléments socialistes et révolutionnaires, cette anémie me paraît constituer le principal danger au point de vue de la politique extérieure. Je crains que l'on n'ose pas plus vouloir la paix que vouloir la guerre. Or, il me paraît qu'à Londres on veut la paix, sinon on fera la guerre. Il m'est impossible de ne pas comparer la situation anglo-française actuelle à la situation hispano-américaine d'il y a un an; à Madrid aussi on ne voulait pas la guerre, mais on n'avait pas le courage de faire les concessions nécessaires pour l'éviter. Je reconnais volontiers qu'on a davantage le sentiment des relations internationales à Londres qu'à Washington, que Lord Salisbury est un passionné des transactions et que la France a fait depuis deux mois preuve de raison et de prudence en rappelant le Major Marchand, puis en supprimant toute interpellation à la Chambre des Députés et en évitant toute attitude provocatrice; mais si les Anglais ne veulent pas se contenter de cette attitude passive, veulent un accord précis sur les affaires de la Haute-Egypte et sur d'autres, le Cabinet actuel saura-t-il traiter? Ses jours sont comptés; aujourd'hui il a failli chavirer sur une interpellation adressée au défunt Cabinet Méline à propos d'emprunt sollicité par un préfet de M. Méline en faveur d'un candidat agréable; lorsque le budget sera voté, il y a beaucoup de chances pour qu'un incident de l'affaire Dreyfus amène le naufrage. La tentation de laisser à ses successeurs l'impopularité d'une transaction avec l'Angleterre est grande et c'est ainsi que l'on peut tout doucement, de trainasserie en trainasserie, d'ajournement en ajournement, finir vis-à-vis de l'Angleterre comme les Espagnols ont fini vis-à-vis des Nord-américains. Je m'empresse d'ajouter qu'il est possible aussi que l'on ait à Londres le sentiment d'avoir été compris en France et qu'on laisse aller les choses, de même que depuis des années l'Allemagne a fait semblant de ne pas entendre les discours revanchards prononcés de temps à autre en France et ne doit pas le regretter. Les Anglais auraient probablement raison de ne rien brusquer, mais j'ignore si c'est leur intention; je dis qu'ils auraient raison, parce que tous les hommes de quelque valeur en France reconnaissent que ce serait folie d'en arriver à la guerre avec l'Angleterre, en sorte que dans ma conviction les choses se tasseront à mesure que ce sentiment deviendra plus général.